

Co-construire la recherche de demain avec la Société : Recherche-action et Collaborations

05 février 2025

COMPTE- RENDU

Bilan général

Les réseaux régionaux de recherche R3 Tesna, R3 Rivages, Naïades, Futurs-ACT et Biosena ont organisé le 5 février 2025 à Bordeaux une journée d'échanges gratuite et ouverte à toutes et tous sur la co-construction Science/Société de la recherche de demain « Environnement et Société ». Conférences, tables rondes et ateliers ont réuni acteurs des territoires et scientifiques pour questionner les formes, enjeux, bénéfices et obstacles de cette dynamique inclusive.

Cet événement avait pour objectif de permettre aux scientifiques et aux partenaires socio-économiques de mieux comprendre les enjeux et les freins des différents acteurs de ce type de projets, au travers de conférences, de retours d'expérience et d'échanges en ateliers.

Un enregistrement des sections en plénière de cet événement est disponible sur Youtube, en trois parties :

<https://www.youtube.com/watch?v=zHk9h1XWU5w>

<https://www.youtube.com/watch?v=9VG2r-87xog>

<https://www.youtube.com/watch?v=kRXFfdHApR4&t=159s>

Un sondage a été réalisé quelques semaines après l'événement pour l'évaluer, d'où sont tirés les commentaires et données de satisfaction rapportés dans ce compte-rendu.

Les 26 répondant·es donnent une note globale de **4,0/5 étoiles** à cet événement.



Participant·es

L'événement a rassemblé 81 personnes hors organisateur·ices, dont environ 54% de personnes issues du monde de la recherche, avec bien entendu des parcours professionnels souvent croisés avec d'autres secteurs. Étaient représenté·es : l'Académie de Bordeaux, AcclimaTerra, APESA, l'Agence Régionale Biodiversité Nouvelle-Aquitaine, l'association Teranga et Terre crue, Aquitaine Science Transfert, Bordeaux Métropole, BoucL Énergie, le BRGM, le département de la Gironde, l'association Curuma, Dynanova, Ellyx, l'Espace Mendès France, le Syndicat Énergies Vienne, l'EPTB Dordogne, France Nature Environnement Limousin, le Graine Nouvelle-Aquitaine, Grand Poitiers, le Grand Port Maritime de Bordeaux, GRDF, la communauté de communes Médoc Atlantique, l'Office National des Forêts, le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon, la Région Nouvelle-Aquitaine, Bordeaux Sciences Agro, le CNRS, l'Ensegid, le groupe ESPI, INRAE, Sciences Po Bordeaux, l'université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne, l'université de Limoges, l'université de Poitiers, et l'université de Pau et des pays de l'Adour.

Déroulé

La journée a été intégralement animée et facilitée par l'association de médiation scientifique Terre & Océan, qui a accueilli le public au nom des différents R3 organisateurs, animé les discussions lors de la table ronde et des conférences et géré entièrement les ateliers de l'après-midi.

Gilles Guibaud, professeur à l'université de Limoges et directeur de l'unité de recherche

E2Lim, a accueilli l'assemblée au nom de tous les R3 organisateurs. Il a souligné la volonté politique de fédérer les acteurs de la recherche autour des grands enjeux environnementaux : climat, biodiversité, énergie, eau et santé environnementale, via les réseaux de recherche régionaux. L'un de leurs objectifs est de rapprocher science et société, en mobilisant les compétences issues des universités, organismes de recherche, collectivités, entreprises, associations et citoyens, afin de co-construire des recommandations pour les politiques publiques, notamment dans le cadre de la feuille de route NéoTerra.

Françoise Jeanson, vice-présidente chargée de l'enseignement, de la recherche et du transfert de technologie au conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, a ensuite chaleureusement accueilli les participant-es au nom du président Alain Rousset, rappelant l'engagement fort de la région en faveur de la recherche et de la co-construction avec la société sur les enjeux environnementaux. Elle a exprimé son inquiétude face au déni persistant autour du changement climatique

dans la société, soulignant l'importance de mieux faire comprendre l'urgence de la situation et de proposer des solutions concrètes. Insistant sur la nécessité d'impliquer les citoyens pour que les politiques soient acceptées et efficaces, elle a présenté les dispositifs régionaux de soutien à la recherche – réseaux, appels à projets, chaires d'excellence, programmes scientifiques de grande ambition régionale – tout en encourageant la diffusion de la culture scientifique via des partenariats avec des structures comme les centres de culture scientifique, technique et industrielle. Elle a conclu en réaffirmant le rôle central des scientifiques pour éclairer et orienter l'action publique.

Raphaëlle Bats, chercheuse en sciences de l'information, co-responsable de l'URFIST de Bordeaux, a donné la première conférence de la journée, proposant un cadre conceptuel pour se saisir des enjeux comme des limites des projets de participation et de collaboration entre la recherche publique et la société.

La matinée s'est poursuivie avec une table ronde qui rassemblait quatres duos de parte-



naires représentant autant de projets, autour de la question de « la diversité des formes de recherche-action en Nouvelle-Aquitaine ».

Après le déjeuner offert sur place, Marion Desquilbet, économiste à l'INRAE, a présenté en visioconférence le rapport « Les risques posés par les liens financiers et institutionnels entre entreprises et recherche publique, recommandations pour renforcer l'intégrité scientifique. »

Enfin les participants se sont divisés en 4 groupes pour participer à une succession de deux ateliers :

1. Éclosion / Genèse du projet : Comment se mobiliser les uns les autres, comment coordonner les calendriers ?

2. Appropriation des résultats par les scientifiques et acteurs du territoire. Comment rendre utilisables les productions scientifiques pour les acteurs des territoires ? Comment valoriser les productions ? Quelle propriété des données produites ?

Les ateliers ont ensuite été brièvement restitués en plénière, puis Léa Pambrun, chargée de projet à Acclimaterra, a proposé un retour à chaud de la journée avec le regard de la jeune génération. Elle a évoqué l'anxiété croissante des jeunes face à un avenir incertain, sou-

lignant l'importance de l'action collective et du rôle des chercheurs pour répondre à ces inquiétudes. Elle a insisté sur la nécessité d'impliquer toutes les générations, pas seulement les jeunes, dans les transitions à mener. Elle a également soulevé l'importance de la transdisciplinarité, de la recherche-action, du suivi scientifique sur le long terme, de l'accessibilité et de l'indépendance des informations scientifiques, ainsi que les inquiétudes autour du financement et de la défiance vis-à-vis des données environnementales. Elle a conclu en s'interrogeant sur la manière de renforcer le lien entre société et monde de la recherche, notamment pour les petites collectivités, tout en saluant la richesse des échanges de la journée.

Gilles Guibaud l'a rejointe dans la conclusion, soulignant que la recherche-action, bien que parfois mal reconnue dans les carrières académiques, est une forme de recherche à part entière essentielle pour faire évoluer les pratiques, et que malgré des difficultés (temps long de la recherche, manque de lisibilité entre acteurs, reconnaissance limitée), elle suscite un intérêt croissant et produit des collaborations fructueuses. Il a plaidé pour une meilleure valorisation et diffusion de cette démarche, au service des territoires.



Satisfaction

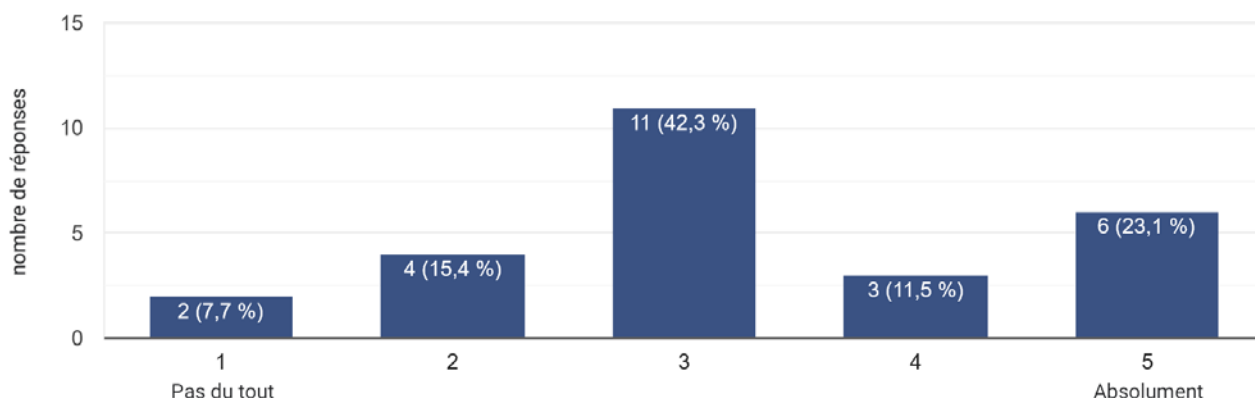
En complément de la note de 4,0/5, les répondant·es au sondage ont également indiqué si l'événement leur avait permis de rencontrer de potentiel·les partenaires, de partager leurs connaissances propres, et d'acquérir de nouvelles connaissances. Il leur a également été demandé si l'événement leur apparaîtrait utile dans leurs projets.

Ces quatre graphiques montrent que les apports principaux de l'événement auront été l'acquisition et le partage des connaissances, avec des réponses plus modérées

concernant la rencontre. Le fait que près d'un quart des répondant·es aient donné le score maximum d'utilité à l'événement est un succès, mais la diversité des réponses souligne aussi que tout le monde n'y a pas trouvé son compte. Des améliorations sont peut-être à apporter à la formule, mais il faut aussi garder à l'esprit la difficulté de donner à un tel type d'événement une portée utilitaire unanime. Les commentaires relevés dans le questionnaire et disséminés dans ce compte-rendu pourront servir de base à l'amélioration d'un possible futur événement similaire.

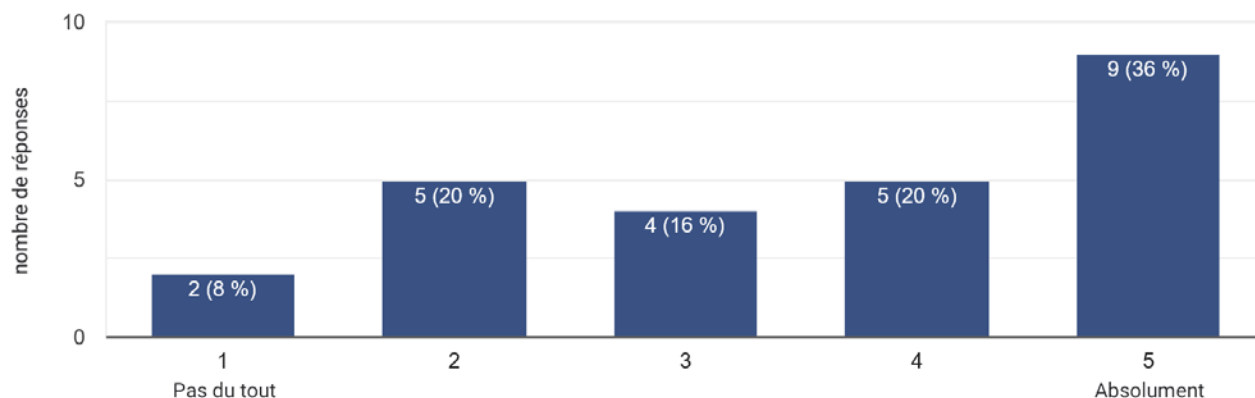
Cet événement vous a-t-il permis de RENCONTRER des acteurs avec lesquels co-construire de la recherche science/société est envisageable ?

26 réponses



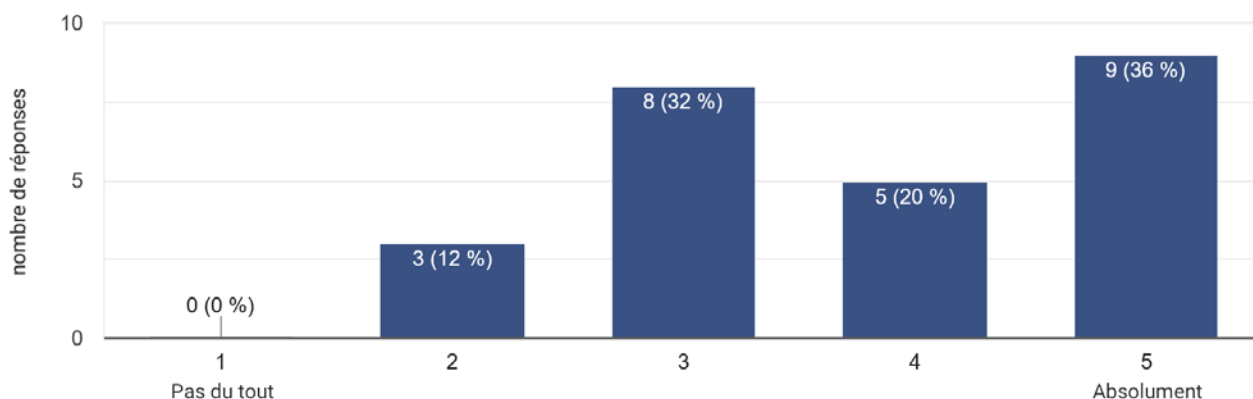
Cet événement vous a-t-il permis de PARTAGER vos connaissances sur la co-construction de la recherche science/société ?

25 réponses



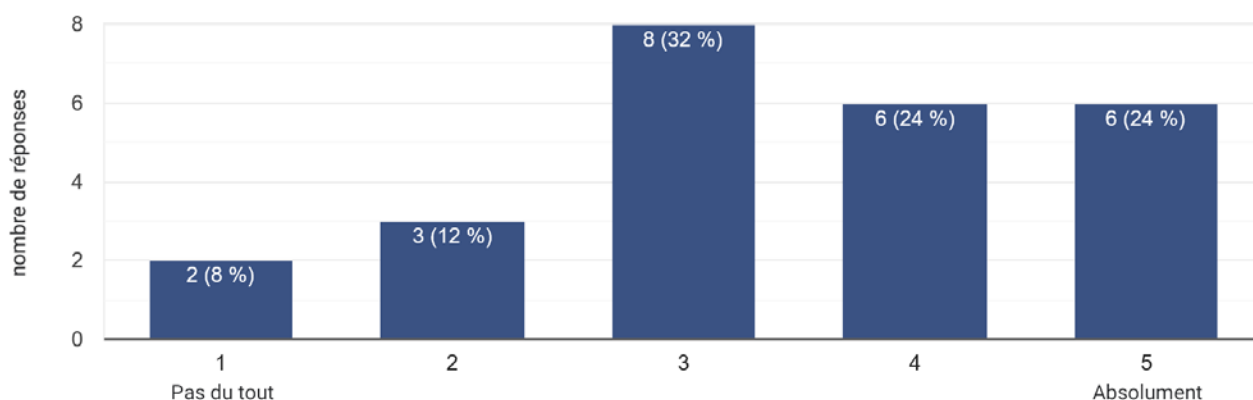
Cet événement vous a-t-il permis d'ACQUÉRIR des connaissances sur la co-construction de la recherche science/société ?

25 réponses



Pensez-vous que cet événement se révélera UTILE dans vos projets de co-construction de la recherche science/société ?

25 réponses



Commentaires généraux

😊 « C'était un réel plaisir. L'approche pluridisciplinaire était vivifiante en termes de recherche et permettait d'envisager de bien meilleures approches ! »

😊 « Les temps d'échanges étaient riches et permettaient la discussion. »

😬 « Il aurait été opportun d'intégrer d'autres R3s, surtout lorsque des questions de santé sont abordées dans le cadre de One Health. »

Détail des temps forts

Table ronde

La table ronde, en fin de matinée, avait pour thématique « la diversité des formes de recherche-action en Nouvelle-Aquitaine ». Elle impliquait les quatre projets suivants :

Gestion du trait de côte en Nouvelle-Aquitaine, avec Alexandre Nicolae Lerma, ingénieur-chercheur en physique du littoral au BRGM, et Vincent Mazeiraud, chargé de mission GEMAPI à la CC Médoc Atlantique.

Les entreprises locales d'énergie, leviers de développement territorial durable ? Le cas du Groupe SORÉGIES. Avec Valentin Poucineau, chargé d'études au Syndicat Énergies Vienne et ex-doctorant CIFRE au laboratoire RURALITES, et Christophe Puravet, directeur des services du Syndicat Énergies Vienne.

Impact des îlots de chaleur urbains sur les organismes vivants et pistes de gestion (ILOVIE), avec Nicolas Bech, écologue en biologie de la conservation à l'université de Poitiers, et Thomas Rodier, chef du pôle Conservation – Valorisation de la nature à Grand Poitiers Communauté urbaine.



Écologie de la régénération naturelle du Pin maritime en zone dunaire (ECODUNE), avec Francis Maugard, responsable milieux littoraux et risques naturels à l'ONF, et Maya Gonzalez, écologue des communautés végétales au laboratoire ISPA de Bordeaux Sciences Agro.

Exemples présentés

L'exemple du Syndicat d'Énergie de la Vienne illustre bien la dynamique du développement d'un projet territorial à l'interface entre recherche et acteurs du territoire, fruit de rencontres entre besoins et idées innovantes et surtout entre bonnes volontés dans les différentes parties prenantes. Le Syndicat d'Énergie de la Vienne est une société anonyme d'économie mixte locale, qui permet aux élus et citoyens de participer activement au développement de l'énergie renouvelable sur leur territoire. Un des objectifs du projet porté par ce syndicat est de démontrer, travaux scientifiques à l'appui, la pertinence de cet outil du point de vue économique, social et environnemental. La maîtrise des projets par les élus territoriaux contribue également à une meilleure acceptation sociale des changements induits. Dans ce contexte, Valentin Poucineau, doctorant en thèse CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) a été immergé dans le Syndicat pour mener un travail de recherche appliquée. Le dispositif CIFRE permet de relier un-e doctorant-e, un laboratoire de recherche et une entité d'accueil (entreprise, établissement public, association), et favorise ainsi l'hybridation entre production de savoirs scientifiques et enjeux opérationnels. Cette immersion a été d'autant plus féconde que ce doctorant a pu consacrer presque tout



son temps à la recherche, sans interférence de l'organisme d'accueil, ce qui constitue une condition favorable à l'indépendance scientifique. Le bénéfice est double : l'accès privilégié aux données internes et une construction de connaissance ancrée dans la réalité du terrain.

Une autre collaboration s'est déroulée sur la côte atlantique, confrontée à une érosion très active mettant en péril des routes et des habitations. Les collectivités ont exprimé le besoin de s'appuyer sur la science pour éclairer leurs décisions, dans un contexte de complexité hydrodynamique du trait de côte. Une thèse doctorale a été mise en place, construite avec le BRGM, l'observatoire de la Côte de Nouvelle-Aquitaine et le laboratoire EPOC de l'université de Bordeaux. Cette dynamique partenariale a été soutenue par un appel à projets Enseignement Supérieur et

Recherche de la région, finançant à la fois la thèse, un post-doc et du temps d'ingénierie. L'ambition était de produire de la recherche de haut niveau et de la rendre immédiatement utile aux décisions locales, en structurant un socle de connaissances permettant d'adapter et de consolider les stratégies de gestion du littoral.

Les enjeux de temporalités sont au cœur de ces dynamiques : comment concilier les urgences du court terme (notamment les attentes des citoyens) avec les impératifs de planification de long terme (ex. Plan local d'urbanisme intercommunal) ? La communauté urbaine de Grand Poitiers, par exemple, a lancé un projet avec des chercheurs en géographie, écologie, génétique et santé pour identifier les îlots de chaleur et de fraîcheur urbains. La participation d'associations naturalistes comme Vienne

Nature ou la LPO a renforcé la pertinence du travail. La collaboration avec le centre hospitalier universitaire a permis d'étudier les liens entre conditions environnementales et santé humaine. Ces travaux ont révélé des phénomènes inattendus comme une autocensure dans l'accès à certains espaces de fraîcheur par les populations précaires. Ainsi, les données récoltées permettent de mieux orienter l'aménagement urbain à partir des besoins réels, souvent silencieux, des habitants.

La question du renouvellement forestier constitue un autre terrain exemplaire de collaboration entre scientifiques et gestionnaires. L'Office National des Forêts, confronté à des échecs de régénération naturelle dans certains massifs, a sollicité un collectif de chercheurs pour en comprendre les causes et élaborer des solutions opérationnelles. Le projet, co-construit avec des laboratoires spécialisés, a bénéficié d'un financement régional et de l'appui du pôle de compétitivité Xylofutur. Une thèse de doctorat a permis de structurer cette recherche, appuyée sur des expérimentations de terrain, parfois complexes à mettre en œuvre, comme dans le cas de zones militaires peu compatibles avec le transfert automatique de données. Des résultats importants ont émergé, comme le rôle finalement marginal des stocks de graines dormantes du sol dans la régénération du pin maritime, contredisant une hypothèse largement répandue. L'adaptabilité de ce type de projet est un atout majeur : de nouvelles questions de recherche ont pu être intégrées en cours de route, grâce à la souplesse et à la réactivité des partenaires. Les résultats ont été restitués aux agents de terrain et ont été intégrés aux guides de gestion, ce qui démontre une appropriation réelle et durable des avancées scientifiques. Cette articulation entre recherche fondamentale et opérationnelle a permis d'aboutir à une double valorisation, scientifique et appliquée. Des

publications de haut niveau, des colloques européens et des transferts de savoir vers les forêts privées ont renforcé l'impact du projet.

Enseignements

Ces projets montrent combien les collaborations reposent sur la qualité des relations humaines, sur la disponibilité des personnes impliquées et sur leur capacité à co-construire des questions de recherche. Ce n'est pas uniquement la problématique scientifique qui fédère un consortium, mais aussi les rencontres, formelles ou informelles, qui favorisent les connexions interdisciplinaires. L'interdisciplinarité, dans ces projets, est autant un point de départ qu'un levier d'évolution des questionnements : ce sont souvent les interactions entre chercheur·es, élu·es, technicien·nes, médecins ou citoyen·nes qui ouvrent de nouvelles perspectives de recherche.

Dans un autre exemple mentionné, des chercheur·es ont collaboré avec des collectivités pour analyser les impacts de la pollution lumineuse sur le sommeil. L'idée est née du croisement entre les préoccupations du CHU de Poitiers et des données disponibles sur la pollution nocturne. Ce type d'ouverture illustre bien comment une entrée thématique peut générer une diversité de « portes de sortie », c'est-à-dire de retombées concrètes et de prolongements inattendus.

L'un des enjeux transversaux à ces projets est la gestion des temporalités. Les collectivités doivent répondre vite aux attentes sociales, dans un contexte d'urgence climatique, alors que les outils scientifiques nécessitent du temps pour produire des résultats robustes. Il est donc essentiel de reconnaître que ces projets ne sont ni de simples études opérationnelles, ni des recherches en vase clos. Il s'agit d'initiatives hybrides, qui visent à pro-



duire des outils, des données, des méthodes originales, mais également à les rendre utiles pour l'action publique.

La participation citoyenne est également un aspect central. Dans le cas du projet mené avec le Syndicat d'Énergie de la Vienne, des rencontres annuelles avec le public permettent de recueillir les attentes, les inquiétudes et les perceptions des habitants. Ce dialogue a contribué à façonner les axes de la recherche et à assurer une meilleure diffusion des résultats. Des précautions sont néanmoins nécessaires, car certains résultats peuvent susciter des crispations ou être interprétés de manière contreproductive. Il convient donc de préparer soigneusement les temps de restitution et de concertation.

L'impact social de ces projets est d'autant plus fort qu'ils permettent d'identifier des besoins moins visibles, comme la difficulté pour certaines populations à accéder aux îlots de fraîcheur, ou les contraintes spécifiques vécues par les travailleurs dans les zones économiques lors des canicules. Ces éléments, mis en lumière par la recherche, peuvent ensuite être intégrés dans des plans d'action plus justes et plus efficaces.

Enfin, ces collaborations montrent que l'enjeu n'est pas uniquement de faire se rencontrer

des disciplines, mais de faire émerger une intelligence collective au service du territoire. Les élu·es, même celles et ceux déjà convaincu·es de l'intérêt des modèles participatifs, manquent souvent de données pour en démontrer la pertinence économique et sociale. En France, les entreprises locales d'énergie restent marginales, alors qu'elles sont majoritaires en Allemagne, avec un niveau d'acceptation bien supérieur. La thèse menée sur ce sujet contribue à objectiver ces différences et à nourrir le débat sur l'avenir des modèles énergétiques. Les sciences humaines et sociales trouvent ici toute leur place. Grâce à des approches quantitatives issues de l'économie et de la science politique, elles permettent d'analyser les impacts réels de ces dispositifs. La posture des scientifiques, immergés dans le terrain mais tenus à une rigueur critique, est essentielle : elle exige un travail constant de distanciation, notamment très attendu lors de la diffusion des résultats auprès de la communauté scientifique.

Commentaires sur les tables rondes

😊 « J'ai apprécié les retours d'expérience de terrain. »

😊 « J'ai trouvé l'approche très intéressante, car elle permettait de mieux saisir les projets mêlant sciences et société. »

😊 « J'ai apprécié la présentation d'exemples et de projets (ainsi que les ateliers ensuite) »

😞 « Il ne faut pas réduire la co-construction de la recherche Science/Société à une science au service des pouvoirs publics. C'était le cas dans la majorité des exemples exposés. »

😞 « Il manquerait dans les regards croisés et témoignages des acteurs sciences et société une ouverture à l'internationale, en invitant des chercheur·es étranger·es. »

☹️ « Les tables rondes pourraient mieux intégrer une dimension de forum avec la salle, avec des temps d'échanges répartis plutôt qu'à la fin. »

☹️ « Il n'y avait pas assez d'exemples hors institutions/collectivités locales : e.g. associations, collectifs citoyens... »

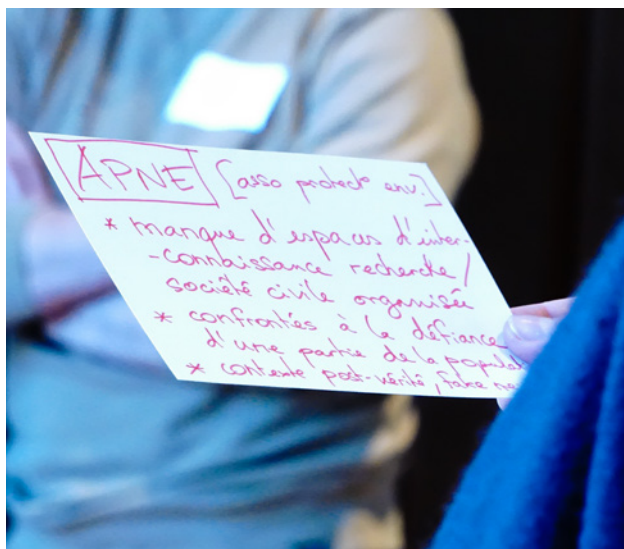
☹️ « Il faudrait donner aussi la parole à des associations. »

☹️ « J'aurais souhaité entendre parler davantage d'actions factuelles, surtout concernant leurs impacts sociétaux. »

Ateliers

Le cœur de l'après-midi était occupé par des ateliers, pour lesquels les participant-es se sont divisé-es en 4 groupes, chacun animé par un-e professionnel-le de l'association Terre & Océan. Chaque groupe a abordé les deux mêmes thématiques successivement :

- Éclosion / Genèse du projet. Comment se mobiliser les uns les autres, comment coordonner les calendriers ?
- Appropriation des résultats par les scientifiques et acteurs du territoire. Comment rendre utilisables les productions scientifiques pour les acteurs des territoires ? Comment valoriser les productions ? Quelle propriété des données produites ?



Thématique « Éclosion et genèse des projets »

Groupes animés par Begoña Garrido.

Les participant-es se sont accordé-es sur la nécessité de développer des projets dans lesquels la société et le monde de la recherche collaborent étroitement, en soulignant néanmoins les difficultés liées à la diversité des temporalités et des modes d'organisation selon les structures impliquées. Les principaux apports identifiés sont l'élargissement des réseaux, une connaissance plus fine du territoire tant pour les chercheurs que pour les acteurs locaux, ainsi que l'accès à de nouvelles opportunités de financement. En revanche, plusieurs limites ont été relevées : la diversité des langages, les temporalités divergentes entre collectivités, chercheur-es et associations, la compréhension parfois complexe des résultats, ainsi que la mise en relation d'acteurs issus de milieux qui se connaissent peu. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de développer la culture scientifique et de mieux valoriser les résultats de la recherche.

Voici les principaux éléments de mise en pratique qui ont émergé concernant l'émergence de nouveaux projets :

- S'appuyer sur les collectivités territoriales pour identifier les besoins sociétaux et faciliter la mise en relation entre les acteurs. En effet, les administrations territoriales disposent d'un réseau étendu et d'une connaissance approfondie du territoire, ce qui constitue un atout pour initier des dynamiques collectives. De plus, leur implication permet d'ajuster les problématiques de recherche en fonction des enjeux sociétaux concrets.
- Favoriser le développement de la culture scientifique pour une meilleure compréhension des enjeux et des besoins de la recherche. Une mé- ou mal-connaissance



des sujets scientifiques par les acteurs locaux peut introduire des biais dans la réception et l'interprétation des résultats, affectant leur acceptabilité ou leur crédibilité.

- S'accorder sur un langage technique et scientifique commun.
- Réfléchir collectivement aux types de données attendues dans le cadre d'une recherche-action.
- Intégrer les actions de valorisation dans les temporalités et les budgets des projets.
- Réaliser un bilan de faisabilité pratique des innovations techniques issues des travaux scientifiques.

D'autres éléments de mise en pratique ont été relevés concernant la médiation et valorisation des résultats de recherche auprès des divers publics :

- Adapter le langage aux différents publics. Une médiation efficace entre les langages techniques, les représentations graphiques, les publications (souvent en anglais), et la compréhension citoyenne est indispensable. La complexité des enjeux étudiés, tout comme la pluralité des sources et des données disponibles –

parfois perçues comme contradictoires – rendent cette médiation essentielle. Elle concerne également le langage parfois opaque utilisé dans les institutions.

- Repenser les lieux et les formes de communication : sortir des cadres classiques (salles de conférences, espaces académiques) et diversifier les modalités de diffusion.
- S'appuyer sur les réseaux de médiation scientifique existants. La médiation est un métier à part entière, demandant du temps, des ressources et des compétences spécifiques, même si certain·es scientifiques peuvent assumer cette fonction avec succès.
- Considérer les sciences participatives comme un levier pertinent pour la recherche-action, tant pour développer la culture scientifique que pour recueillir des données ou faciliter la compréhension des résultats.
- Face à la complexité des sujets étudiés, accorder une attention particulière aux méthodes de production des données afin de mieux appréhender les limites de la connaissance disponible et d'éclairer les choix de société possibles.

Thématique « Éclosion et genèse des projets »

Groupes animés par Clémentine Renneville.

Les participant·es ont unanimement souligné la complexité de la mise en œuvre de ce type de démarches, tout en exprimant la satisfaction ressentie lorsque ces projets aboutissent et se développent avec succès. Voici les éléments clés que les participant·es jugent importants à prendre en compte pour garantir la réussite des projets de recherche-action :

1. Émergence d'une question de recherche

La première étape consiste à identifier une question de recherche pertinente, en lien avec les besoins exprimés par la société. Cette phase repose sur un dialogue constructif entre chercheur·es et acteurs de terrain afin de faire émerger un sujet d'intérêt commun. Aujourd'hui, cette dynamique passe souvent par les réseaux personnels des acteurs impliqués. La mise en place d'un « carnet d'adresses » regroupant les personnes intéressées par ces approches pourrait faciliter les mises en relation et, par conséquent, favoriser l'émergence de nouveaux projets.

2. Identification des partenaires

Il est fondamental de mobiliser les partenaires adéquats, tant sur le volet technique que financier. Une collaboration étroite avec ces acteurs permet d'assurer la faisabilité et la pertinence du projet.

3. Définition d'objectifs communs

Une fois les partenaires identifiés, la co-construction d'objectifs partagés contribue à l'élaboration d'une vision commune du projet. Cette étape permet d'instaurer un cadre de travail structuré et cohérent.

4. Ingénierie financière

Le financement demeure l'un des principaux obstacles à la concrétisation des projets de recherche-action. Il est donc nécessaire d'intégrer dès le départ une réflexion appro-

fondie sur les modalités de financement, afin d'assurer la viabilité des projets et d'anticiper les besoins budgétaires.

5. Coordination des temporalités

Les temporalités propres aux financements, aux cycles de la recherche et aux dynamiques sociétales doivent être, dans la mesure du possible, harmonisées ou du moins articulées avec attention (par exemple : durée d'une thèse, échéances électorales, exigences des partenaires financeurs...). Une meilleure synchronisation de ces temporalités contribue à une mise en œuvre plus fluide des projets.

6. Alignement des besoins

Les projets doivent répondre à la fois aux attentes de la recherche et aux besoins de la société civile. Un dialogue régulier et transparent entre les différentes parties prenantes est indispensable pour maintenir cette cohérence tout au long du processus.

7. Médiatisation et ouverture des unités de recherche

Pour encourager l'émergence de projets collaboratifs, il est essentiel de renforcer la visibilité de la recherche-action et de mettre en valeur ses retombées concrètes. Cela implique de valoriser les initiatives articulant sciences et société, afin de leur donner une plus grande visibilité auprès des publics concernés. Il s'agit également d'ouvrir davantage les unités de recherche au public, pour stimuler la co-construction des projets et contribuer à démystifier la recherche et l'image des scientifiques. Enfin, le recours à des dispositifs et à des acteurs de la médiation scientifique est déterminant pour assurer la diffusion des résultats, tout en facilitant les collaborations.

En s'appuyant sur ces principes, les projets de recherche-action pourraient gagner en structuration, facilitant ainsi leur concrétisation et leur impact sur la société.

Thématiques « Éclosion de projets » et « Appropriation des résultats »

Groupes animés par Florian Bouabdellah et Gaël Barreau.

Les participant·es étaient unanimes pour dire que des entrevues entre acteurs de la recherche-action devaient être réalisées plus fréquemment. Ces petits ateliers associés aux conférences et aux discussions pendant les temps de pause ont permis à bien des acteurs de discuter entre eux et de souligner à la fois les points forts mais aussi les freins à la recherche-action. Le format « fresque », de part sa flexibilité et son aspect graphique, a beaucoup plu aux différent·es participant·es.

Le groupe travaillant sur l'éclosion des projets a passé du temps à élaborer des cartes acteurs et à y mettre les qualités ou les défauts dans le cadre de la recherche-action. Les participant·es ont donc « défriché » le sujet et ont créé de nombreuses cartes avant de les disposer en vrac sur le papier kraft. Au début, les participant·es ont inscrit le nom de

l'acteur qu'ils représentaient (associé à une qualité ou à un frein). Puis, au fur et à mesure de l'animation, ils ont commencé à mettre des acteurs avec lesquels ils travaillaient au quotidien. Exemple : une association qui a réalisé une carte « Bordeaux Métropole » associée au défaut « manque de disponibilité ». Ceci a permis aux différents acteurs présents d'expliquer les différentes limites qu'ils rencontrent au quotidien. Pour reprendre le même exemple, un représentant de Bordeaux Métropole a évoqué la sur-sollicitation de cette dernière dans de nombreux projets. À la suite de cette étape, un second groupe a remplacé le premier et réorganisé les cartes sous forme de fresque. En ajoutant quelques nouveaux éléments, les participant·es ont réalisé une fresque organisée selon trois axes hiérarchisés de haut en bas :

1. La genèse (qui commande les projets et comment ?)
2. Les structures / réseaux (et le problème d'identification de ces structures)
3. Les freins au montage de projets



Ce qui ressort le plus est que de nombreux points demeurent encore flous dans le processus de genèse de projet. Qui sont les acteurs pouvant intervenir et quels sont leurs champs d'action ? Les politiques sont des moteurs primordiaux de la recherche-action mais comment les atteindre et quels sont les rayons d'action de chacun ?

Tout comme dans le premier groupe, les participant-es ont souligné que des événements du genre devaient avoir lieu plus souvent afin de faire connaissance avec tous les acteurs et de discuter directement ensemble de la réalisation de certains projets.

Enfin, nombre d'acteurs ont souligné que ces projets divers et variés ne pouvaient pas éclore dès lors que les financements ne suivaient pas. Il a été dit par beaucoup que les élus locaux doivent porter les projets auprès d'autres élus afin de fédérer le plus de personnes autour de ces mêmes projets.

Durant l'atelier sur l'appropriation des résultats, les participant-es ont étudié la question suivante : comment s'approprier les résultats et les exploiter. Tout comme l'atelier précédent, deux groupes se sont succédé : un qui a « défriché » le sujet en créant de nombreuses cartes, et un autre qui a réorganisé le contenu sous forme d'une fresque. Au cours du passage des deux groupes, la fresque a mis en évidence un frein principal, l'objectivité de la recherche. Cette dernière peut être perturbée par le militantisme d'associations et certaines relations particulières avec les collectivités et les entreprises. La situation professionnelle des chercheur-es peut aussi influencer la recherche : dépendant par exemple de leur position de titulaires ou de contractuels (et donc plus précaire). Il a été alors question de proposer des solutions à ce problème très rapidement évoqué à la fois au cours de l'atelier mais aussi au cours des conférences. Une des solutions évoquées était celle de la diffusion/médiatisation des

résultats auprès du plus grand nombre tout en évoquant les bonnes pratiques à mettre en œuvre. Une autre solution proposée fut celle de faire intervenir plus souvent les citoyens au sens large. L'intervention de la société civile dans le cadre de la recherche-action peut permettre de mieux ancrer cette dernière dans la réalité et d'apporter davantage d'objectivité. Enfin, il a aussi été proposé de créer des postes et des lieux dédiés à l'objectivité de la recherche-action (en tant qu'acteurs « interface ») ainsi que de multiplier les expérimentations sur les territoires.

Commentaires sur les ateliers

😊 *J'ai pu m'intégrer au groupe de participants et participer aux ateliers de l'après midi, très interactif notamment les retours d'expérience.*

😊 *J'ai aimé les ateliers, la possibilité d'échanger par groupes plus petits qu'en plénière.*

😊 *J'ai aimé les ateliers, peut être sous une autre forme (ateliers thématiques où on s'inscrit pour échanger sur des sujet spécifiques).*

😊 *J'ai apprécié les ateliers de co-construction.*

😊 *J'ai aimé le travail d'intelligence collective de l'après-midi.*

😊 *J'ai aimé les ateliers pratiques.*

😞 *Il faudrait monter des réseaux d'échanges à l'issue des ateliers : les débriefs sont rapides et des sujets pourraient continuer à être discutés. Cela permettrait d'animer un éventuel autre séminaire.*

Conférences

Le replay des conférences est disponible sur la chaîne Youtube de R3 Tesna, sous le titre « Co-construire la recherche de demain avec la société : recherche-action et collaborations ». Partie 1, <https://youtu.be/zHk9h1XWU5w?si=Nq82ipuqMw9HjONz&t=1135>, pour la

conférence de Raphaëlle Bats, et partie 2, <https://youtu.be/9VG2r-87xog?si=HGvIB-CiKCs1WCXRk&t=183>, pour celle de Marion Desquilbet. En voici un court résumé.

Co-construire la recherche ? Enjeux démocratique, méthodes scientifiques et formes médiatiques.

Raphaëlle Bats, docteure en sociologie, qualifiée en sciences de l'information et de la communication et co-responsable de l'Urfist de Bordeaux, a ouvert sa conférence sur une évocation de l'île imaginaire d'Aquabon, issue d'une bande dessinée, symbole du doute face à l'engagement. À la fois chercheuse et citoyenne préoccupée par la transition climatique, elle a souligné les hésitations récurrentes devant l'action, souvent freinées par un sentiment d'inutilité individuelle. Ce sentiment s'estompe lorsqu'elle reconnaît que l'action n'a de sens que si elle est collective. Ainsi, elle a affirmé l'indissociabilité entre ses engagements personnels et scientifiques, défendant une recherche ouverte, partagée



et co-construite. C'est dans cette dynamique qu'elle s'intéresse aux sciences participatives, qu'elle pratique, étudie et enseigne. Celles-ci, loin d'être nouvelles, s'ancrent dans une histoire de lutte pour l'égalité, la reconnaissance des savoirs non académiques, et l'ouverture de la science. Elle a proposé un cadre conceptuel fondé sur deux axes : les méthodes (types de collectifs, modalités de participation, gouvernance, hiérarchies, reconnaissance des savoirs) et les productions (changements sociaux, empowerment, conflits d'intérêts, formes variées de savoirs et de récits). À travers ce cadre, elle a interrogé le sens de l'engagement dans la recherche, la diversité des formes de participation, et la nature des productions scientifiques. Elle a insisté enfin sur l'importance d'une science « intentionnelle », consciente de ses choix, ouverte à la diversité des pratiques et capable, si nécessaire, de sortir des cadres pour mieux répondre aux enjeux sociaux et environnementaux contemporains.

L'importance de l'indépendance de la recherche et de l'expertise en santé publique et environnementale

Marion Desquilbet, chercheuse à INRAE, spécialiste de l'économie de l'environnement, a présenté un rapport qu'elle a coordonné pour la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement (CNDASP), portant sur l'indépendance de la recherche et de l'expertise face aux relations public-privé dans les domaines de la santé et de l'environnement. Dans un contexte de financiarisation croissante de la recherche et de multiplication des partenariats avec les acteurs économiques, le rapport identifie trois types de relations à risque : financières (ex. financement de projets conditionnés à des résultats favorables), institutionnelles (ex. participation de scienti-

fiques à des groupes industriels), et structurelles (ex. normes réglementaires influencées par des industriels). L'étude a révélé que les normes existantes dans les établissements français se concentrent essentiellement sur les relations financières directes, laissant largement à découvert les relations indirectes ou structurelles, avec peu de contrôle, de transparence ou de formation. Elle a insisté sur les risques de biais, de perte d'autonomie scientifique et de normalisation implicite des intérêts industriels dans la production de savoirs. En conclusion, le rapport formule 70 recommandations pour renforcer l'indépendance de la recherche et de l'expertise, telles que le renforcement des financements publics, l'élargissement des politiques de gestion des conflits d'intérêts, l'encadrement des expertises privées, une meilleure traçabilité des influences industrielles, et la promotion de la pluralité et de la transparence à tous les niveaux, y compris international.

Commentaires sur les conférences

😊 « J'ai trouvé la conférence de la matinée très intéressante ! »

😊 « J'ai aimé les conférences introductives. »

😞 « J'aurais aimé moins de longues conférences et plus d'échanges. »

Aspects pratiques

L'organisation était gérée collaborativement et à égalité par les cinq réseaux R3 Tesna, R3 Rivages, Naïades, Futurs-ACT et Biosena. La Région Nouvelle-Aquitaine a hébergé l'événement gratuitement à l'hôtel de région de Bordeaux. Le traiteur assurant le cocktail déjeunatoire était Maison Dulou. Les répondant-es au sondage donnent un score de satisfaction 4,3/5 à l'organisation et 4,5/5 au déjeuner.

Commentaires sur les aspects pratiques

😊 « Super accueil et très bonne organisation. Top ! »

😊 « L'organisation était très fluide, c'était un plaisir ! »

😊 « J'ai aimé l'animation/facilitation des tables rondes. »



Remerciements

Les réseaux régionaux de recherche R3 Tesna, R3 Rivages, Naïades, Futurs-ACT et Biosena remercient chaleureusement Raphaëlle Bats, Marion Desquilbet, Maya Gonzalez, Francis Maugard, Nicolas Bech, Valentin Poucineau, Christophe Puravet, Alexandre Nicolae Lerma, Vincent Mazeiraud, Françoise Jeanson, Léa Pambrun, Gilles Guibaud, Benoît Sautour, Éric Veyssy, Begoña Garrido, Clémentine Renneville, Gaël Barreau et Florian Bouabdellah, ainsi que la Région Nouvelle-Aquitaine.

Rédaction

Martin Galilée, Begoña Garrido, Clémentine Renneville, Gaël Barreau & Florian Bouabdellah.

Photos

Bérengère Papion & Mélissa Fernandez Sanchez.

Publication

16 juin 2025.

